



Communiqué de presse

Paris, le 17 janvier 2012

Alors que l'entreprise BASF a annoncé hier renoncer à développer ses ventes de plantes OGM en Europe et plus globalement sa recherche au sein de l'Union européenne et que le Haut Conseil des biotechnologies vient de donner un avis sur la coexistence, Initiatives Biotechnologies Végétales (IBV) dénonce les conditions défavorables à l'innovation agronomique en France et en Europe.

Comme l'explique Philippe Gracien, porte-parole d'IBV : « les OGM sont utilisés partout dans le monde mais leur culture au sein de l'Union européenne reste très faible. Hors de l'Europe, des millions d'agriculteurs de nombreux pays reconnaissent leur utilité et les cultivent avec succès. Depuis plus de 15 ans, l'Europe, et en particulier la France, tergiversent, hésitent, pour au bout du compte ne prendre aucune décision concrète sur les cultures. Le résultat de ce manque de courage politique entraîne des conséquences graves pour notre agriculture ».

« L'exemple de l'entreprise BASF qui délocalise sa recherche hors de l'UE en est une des illustrations concrètes. Quand dirons-nous enfin stop au départ de nos chercheurs et à la perte d'expertise en France et en Europe ? Quand oserons-nous nous poser les vraies questions ? Qui daignera enfin mettre en lumière le paradoxe de l'Europe et de la France qui ne veulent pas cultiver les OGM mais qui les importent en masse ? » déclare P. Gracien.

« Le Gouvernement français dit ne pas vouloir autoriser la culture d'un maïs OGM cette année, et ce malgré le droit européen qu'a rappelé la Cour de Justice européenne puis le Conseil d'Etat. Il est clair que notre gouvernement joue la montre avant les semis du printemps et cherche désespérément des arguments », poursuit P. Gracien.

L'avis du HCB sur la coexistence présenté ce jour, montre toute la complexité législative dans laquelle la loi OGM 2008 plonge le milieu agricole, mais aussi les éleveurs, les transformateurs ou les apiculteurs. Or, ces travaux montrent la possibilité de mettre en œuvre une coexistence entre cultures OGM et non OGM au seuil européen d'étiquetage de 0,9%, mais la quasi impossibilité de produire du sans OGM. Encore une fois, le gouvernement va-t-il choisir d'imposer des règles disproportionnées qui nuisent à l'innovation et au développement économique de toute une profession ?

Contact presse : Valérie Carlon - 06 12 21 08 30 – valerie.carlon@wanadoo.fr

Initiatives Biotechnologies Végétales, IBV, fédère l'interprofession semencière et les organisations professionnelles impliquées dans le développement de semences performantes et innovantes pour apporter des solutions durables aux agriculteurs. Son objectif est de promouvoir le développement et l'utilisation des biotechnologies : des semences aux produits qui en sont issus.

Les membres fondateurs sont :

Le Groupement national Interprofessionnel des Semences et plants (GNIS). Il contrôle la qualité des semences pour les utilisateurs dans le cadre d'une mission de service public. D'autre part, il participe au dynamisme de la filière semences et plants de la recherche à la distribution par son activité interprofessionnelle.

L'Union Française des Semenciers (UFS), syndicat professionnel des entreprises semencières. L'UFS réunit 135 entreprises actives dans la recherche, la production et la commercialisation de semences pour l'agriculture, les jardins et le paysage.

L'Union des Industries de la Protection des Plantes (UIPP). Elle regroupe les entreprises qui recherchent, développent et commercialisent des produits phytosanitaires et des outils de protection des cultures, dont les biotechnologies.

IBV est à l'initiative d'un espace d'information et d'échanges via son site ogm.org.